

- commis-greffier au tribunal de première instance de :
 - Nivelles : 1;
 - Charleroi : 1;
 - Tournai : 1;
- commis-secrétaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Malines : 1, à partir du 1^{er} mars 1985;
- rédacteur au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruges : 1;
- employé :
 - au greffe du tribunal de première instance de Gand : 1;
 - au greffe du tribunal de police d'Anvers : 1;
 - au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles : 1.

MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

4 FEVRIER 1985. — Règlement modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité

Le Comité de gestion du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 12, 4^o, modifié par les lois des 24 décembre 1963 et 8 avril 1965;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

Vu l'arrêté ministériel du 24 janvier 1985 fixant l'intervention de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité dans les frais de voyage des bénéficiaires dialysés;

Après en avoir délibéré au cours de sa séance du 4 février 1985,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 9 undecies de l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité est complété par les dispositions suivantes :

« D. § 1. Les interventions de l'assurance-soins de santé dans les frais de voyage visés à l'arrêté ministériel du 24 janvier 1985 fixant l'intervention de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité dans les frais de voyage des bénéficiaires dialysés, sont octroyées à la condition qu'un document conforme au modèle repris en annexe 57 ou 57bis soit transmis à l'organisme assureur.

§ 2. L'organisme assureur qui octroie l'intervention en application de l'article 1^{er}, § 3 de l'arrêté ministériel susvisé est tenu de transmettre, le cas échéant, dans les deux mois suivant la réception du document repris en annexe 57bis, une photocopie de celui-ci à l'organisme assureur auprès duquel les autres bénéficiaires sont inscrits ou affiliés ».

Art. 2. Ce règlement produit ses effets le 1^{er} octobre 1984.

Bruxelles, le 4 février 1985.

Le Directeur d'administration,
G. BUERMANS

Le Président,
R. VAN DEN HEUVEL

- klerk-greffier bij de rechtbank van eerste aanleg te :
 - Nijvel : 1;
 - Charleroi : 1;
 - Doornik : 1;
- klerk-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen : 1, vanaf 1 maart 1985;
- opsteller bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brugge : 1;
- beampte :
 - bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent : 1;
 - bij de griffie van de politierechtbank te Antwerpen : 1;
 - bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel : 1.

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

4 FEBRUARI 1985. — Verordening tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering

Het Beheerscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 12, 4^o, gewijzigd bij de wetten van 24 december 1963 en 8 april 1965;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 januari 1985 tot vaststelling van de tegemoetkoming van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering in de reiskosten van de gedialyseerde rechthebbenden;

Na daarover te hebben beraadslaagd op zijn vergadering van 4 februari 1985,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 9 undecies van het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering wordt met de volgende bepalingen aangevuld :

« D. § 1. De tegemoetkomingen van de verzekering voor geneeskundige verzorging in de in het ministerieel besluit van 24 januari 1985 tot vaststelling van de tegemoetkoming van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering in de reiskosten van de gedialyseerde rechthebbenden bedoelde reiskosten, worden verleend op voorwaarde dat aan de verzekeringsinstelling een document is afgeleverd conform het model vervat in bijlagen 57 of 57bis.

§ 2. De verzekeringsinstelling die de tegemoetkoming verleent in toepassing van artikel 1, § 3 van het hiervoren genoemde ministerieel besluit is ertoe gehouden, binnen de twee maanden na ontvangst van het document opgenomen in bijlage 57bis, desgevallend hiervan een fotocopië over te maken aan de verzekeringsinstelling waarbij de andere rechthebbenden zijn ingeschreven of aangesloten ».

Art. 2. Deze verordening heeft uitwerking op 1 oktober 1984.

Brussel, 4 februari 1985.

De Bestuursdirecteur,
G. BUERMANS

De Voorzitter,
R. VAN DEN HEUVEL

Annexe 57

Frais de voyage des bénéficiaires dialysés qui se rendent individuellement au centre de dialyse

- Adresse du titulaire : Nom, prénom et adresse du bénéficiaire :
-
- Compléter ci-dessous ou apposer une vignette de l'O.A.
- Nom et prénom du titulaire : Titulaire — Conjoint
- Enfant + 14 ans — Ascendant (1)
- Organisme assureur : — 14 ans
- Numéro d'inscription :
- Dénomination et adresse du centre de dialyse :

Date du voyage	Transport en commun (train — tram — bus)	Transport privé (Taxi — véhicule personnel — ambulance)	Réservé à l'O.A.
	Prix du voyage	Distance en kilomètres - entre la résidence du bénéficiaire et le centre de dialyse	Montant de l'intervention

(1) Biffer les mentions inutiles.

Attention : à tout moment l'organisme assureur peut réclamer les pièces justificatives.

Conscient du fait qu'une déclaration fautive ou incomplète peut entraîner des amendes ou des peines de détention, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature qui sont, en tout ou en partie, à charge de l'Etat, conscient du fait qu'une déclaration fautive ou incomplète ou l'usage de celle-ci peut entraîner l'application d'une sanction administrative, à savoir l'exclusion du droit aux prestations de l'assurance maladie-invalidité (indemnités et/ou prestations de santé), j'affirme sur l'honneur que la présente déclaration est sincère et complète.

Date :

Signature du bénéficiaire qui introduit la demande ou de son représentant légal :

Vu pour être annexé au règlement du 4 février 1985 modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Le Directeur d'administration,

G. BUERMANS

Le Président,

R. VAN DEN HEUVEL

Annexe 57bis

Frais de voyage des bénéficiaires dialysés qui se rendent ensemble dans un même véhicule au centre de dialyse

- Adresse du titulaire (1) : Nom, prénom et adresse du bénéficiaire :
-
- Compléter ci-dessous ou apposer une vignette de l'O.A.
- Nom et prénom du titulaire : Titulaire — Conjoint
- Enfant + 14 ans — Ascendant (2)
- Organisme assureur : — 14 ans
- Numéro d'inscription :
- Dénomination et adresse du centre de dialyse :

Date du voyage	Transport privé (Taxi — véhicule personnel — ambulance)		Réservé à l'O.A.
	Identification des bénéficiaires transportés dans un même véhicule (3)	Distance en kilomètres : entre les résidences respectives des bénéficiaires et entre la résidence du bénéficiaire pris en charge en dernier lieu et le centre de dialyse :	Montant de l'intervention
	Premier bénéficiaire transporté :		
	Bénéficiaire(s) suivant(s) transporté(s) :		
	Dernier bénéficiaire transporté :		

(1) Identification de l'intéressé dont la résidence est la plus éloignée du centre de dialyse.

(2) Biffer les mentions inutiles.

(3) Par bénéficiaire, indiquer le nom, prénom et l'adresse de la résidence quittée pour se rendre au centre de dialyse ainsi que la dénomination de l'organisme assureur et le numéro d'inscription du titulaire.

Attention : à tout moment l'organisme assureur peut réclamer les pièces justificatives.

Conscient du fait qu'une déclaration fautive ou incomplète peut entraîner des amendes ou des peines de détention, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature qui sont, en tout ou en partie, à charge de l'Etat, conscient du fait qu'une déclaration fautive ou incomplète ou l'usage de celle-ci peut entraîner l'application d'une sanction administrative, à savoir l'exclusion du droit aux prestations de l'assurance maladie-invalidité (indemnités et/ou prestations de santé), j'affirme sur l'honneur que la présente déclaration est sincère et complète.

Date :

Signature du bénéficiaire qui introduit la demande ou de son représentant légal :

Vu pour être annexé au règlement du 4 février 1985 modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Le Directeur d'administration,

G. BUERMANS

Le Président,

R. VAN DEN HEUVEL

Bijlage 57

Reiskosten van de gedialyseerde rechthebbende die alleen de verplaatsing maakt naar het dialysecentrum

- Adres van de gerechtigde : Naam, voornaam en adres van de rechthebbende :
-
- Hierna invullen of kleefbriefje van de V.I. aanbrengen.
- Naam en voornaam van de gerechtigde : Gerechtigde — Echtgeno(o)t(e)
- Kind + 14 jaar — Ascendent (1)
- Verzekeringsinstelling : — 14 jaar
- Inschrijvingsnummer :
- Naam en adres van het dialysecentrum :

Datum van de reis	Gemeenschappelijk vervoer (trein — tram — bus)	Privé-vervoer (Taxi — eigen wagen — ziekenwagen)	Vorbehouden voor de V.I.
	Prijs van de reis	Afstand in kilometer : tussen de woonplaats van de rechthebbende en het dialysecentrum	Bedrag van de tegemoetkoming

(1) Schrappen wat niet past.

Opgepast : de verzekeringsinstelling kan te allen tijde de bewijsstukken vragen.

Wetende dat een valse of onvolledige verklaring aanleiding kan geven tot boetes of gevangenisstraffen overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaring te doen in verband met de subsidies, vergoedingen en toelagen van welke aard ook die geheel of gedeeltelijk ten laste van de Staat zijn; wetende dat een valse of onvolledige verklaring of het gebruik ervan aanleiding kan geven tot het toepassen van een administratieve sanctie, namelijk uitsluiting van het recht op prestaties van de ziekte- en invaliditeitsverzekering (uitkeringen en/of geneeskundige verstrekkingen), bevestig ik op mijn erewoord dat deze verklaring oprecht en volledig is.

Datum :

Handtekening van de rechthebbende die de aanvraag indient of van zijn wettelijke vertegenwoordiger :

Gezien om te worden gevoegd bij de verordening van 4 februari 1985 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 december 1963, houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

De Bestuursdirecteur,

G. BUERMANS

De Voorzitter,

R. VAN DEN HEUVEL

Bijlage 57bis

Reiskosten van de gedialyseerde rechthebbenden die samen in één zelfde voertuig de verplaatsingen doen naar een dialysecentrum

- Adres van de gerechtigde (1) : Naam, voornaam en adres van de rechthebbende :
- Hierna invullen of kleeftbriefje van de V.I. aanbrengen.
- Naam en voornaam van de gerechtigde : Gerechtigde — Echtgeno(o)t(e)
 Kind + 14 jaar — Ascendent (2)
 Verzekeringsinstelling : — 14 jaar
 Inschrijvingsnummer :
- Naam en adres van het dialysecentrum :

Datum van de reis	Privé-vervoer (Taxi — Eigen wagen — ziekenwagen)		Vorbehouden voor de V.I.
	Identificatie van de rechthebbenden die met een zelfde voertuig worden vervoerd (3)	Afstand in kilometer : tussen de respectieve woonplaatsen van de rechthebbenden en tussen de woonplaats van de laatst afgehaalde rechthebbende en het dialysecentrum :	Bedrag van de tegemoetkoming
	Eerst vervoerde rechthebbende :		
	Volgende vervoerde rechthebbende(n) :		
	Laatst vervoerde rechthebbende :		

(1) Identificatie van de betrokkene wiens woonplaats het verst van het dialysecentrum ligt.

(2) Schrappen wat niet past.

(3) Per rechthebbende, naam, voornaam en adres vermelden van de woonplaats die men heeft verlaten om naar het dialysecentrum te gaan, alsmede de naam van de verzekeringsinstelling en het inschrijvingsnummer van de gerechtigde.

Opgepast : de verzekeringsinstelling kan te allen tijde de bewijsstukken vragen.

Wetende dat een valse of onvolledige verklaring aanleiding kan geven tot boetes of gevangenisstraffen overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaring te doen in verband met de subsidies, vergoedingen en toelagen van welke aard ook die geheel of gedeeltelijk ten laste van de Staat zijn; wetende dat een valse of onvolledige verklaring of het gebruik ervan aanleiding kan geven tot het toepassen van een administratieve sanctie, namelijk uitsluiting van het recht op prestaties van de ziekte- en invaliditeitsverzekering (uitkeringen en/of geneeskundige verstrekkingen), bevestig ik op mijn erewoord dat deze verklaring oprecht en volledig is.

Datum :

Handtekening van de rechthebbende die de aanvraag indient of van zijn wettelijke vertegenwoordiger :

Gezien om te worden gevoegd bij de verordening van 4 februari 1985 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 december 1963, houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

De Bestuursdirecteur,

G. BUERMANS

De Voorzitter,

R. VAN DEN HEUVEL